



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue du Général de Gaulle  
43000 Le Puy en Velay

Le Puy en Velay, le 05/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HAON Bernard**

La Garnasse  
43240 Saint-Just-Malmont

Références : UID4243-DSSP-024-0257  
Code AIOT : 0005600241

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement HAON Bernard implanté La Garnasse 43240 Saint-Just-Malmont. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2024. Le site de M. Haon avait également fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure afin de régulariser sa situation en 2020.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HAON Bernard
- La Garnasse 43240 Saint-Just-Malmont
- Code AIOT : 0005600241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. Haon exerce sur la commune de Saint Just Malmont une activité de vente de pièces détachées. Celles-ci sont issues de l'achat et de la dépollution de véhicules hors d'usage.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- VHU

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suites données à l'arrêté préfectoral n°BCTE/2020-179 du 17 décembre 2020	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 1	Mise en demeure, cessation d'activité	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre les attestations demandées dans la fiche d'écart n°1 sous 6 mois. Faute de quoi, l'inspection des installations classées sera dans l'obligation de proposer à M. le préfet de la Haute-Loire des suites administratives plus contraignantes : astreinte, consignation de somme d'argent, etc.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Suites données à l'arrêté préfectoral n°BCTE/2020-179 du 17 décembre 2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, régularisation du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Monsieur Bernard HAON, exploitant l'installation de tri, transit, regroupement de métaux et de déchets métalliques, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, sise ZI La Garnasse à Saint-Just-Malmont, est mis en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 30 août 1988 modifié susvisé ; pour cela, l'exploitant devra procéder à l'enlèvement des bennes de déchets, des bouteilles de gaz vides, des pneumatiques, des véhicules hors d'usage (VHU) dépollués et non dépollués, et de tous autres déchets entreposés sur le terrain des parcelles cadastrales AM 41 et 42 ainsi que sur les trottoirs et espaces périphériques aux parcelles précitées ;</li> <li>- les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 30 août 1988 modifié susvisé ; pour cela, l'exploitant devra évacuer le surstockage constaté sur l'aire située à l'arrière du bâtiment implanté sur la parcelle cadastrale AM 17 et organiser le site en différentes zones d'entreposage de sorte qu'un véhicule de secours puisse se déplacer sur le site et accéder aux différents lieux de stockages ;</li> <li>-les dispositions de l'article 41-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ; pour cela, les véhicules hors d'usage non dépollués devront être entreposés sur une aire imperméabilisée et munie de rétention, et ne pas être stockés plus de 6 mois ;</li> </ul>

- les dispositions de l'article 41-II et 41-III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ; pour cela, les pneumatiques devront être entreposés sur une zone dédiée et les moteurs stockés dans des bennes étanches ;

#### **Constats :**

##### Contexte de l'activité de l'entreprise

M. Haon dépollue des véhicules et vend des pièces détachées sans disposer d'agrément VHU depuis novembre 2019. Lors de l'étude de son dossier de renouvellement d'agrément en 2020, il avait été noté des non-conformités majeures propres à son site qui empêchait le renouvellement de celui-ci dont :

- l'absence de dalle béton en partie basse du site et d'un séparateur hydrocarbures propre à cette zone malgré la présence de véhicules en attente de dépollution et fortement endommagés ;
- l'absence du renouvellement de la formation des opérateurs pour récupérer les fluides frigorigènes.

Selon l'exploitant, les véhicules dépollués transitent actuellement par Suez RV Centre, centre VHU agréé sous le n° PR4200023D dans la Loire. Ce centre procède ainsi aux enregistrements nécessaires au SIV et émet des certificats de destruction. M. Haon achète quant à lui les véhicules hors d'usage et matérialise la transaction par un certificat de vente.

##### Constats établis le jour de la visite :

Malgré un arrêté de mise en demeure pris à l'encontre de M. Haon, il est constaté que, depuis 2021 date de la dernière visite d'inspection du site, les écarts demeurent. Sont ainsi toujours d'actualités :

- des pneumatiques et bouteilles de gaz stockés sur des parcelles non visées par l'arrêté d'autorisation de 1988
- les aires d'entreposage qui ne sont pas organisées par type d'éléments à stocker ;
- des véhicules à dépolluer présents en partie basse du site sur une zone non imperméabilisée et non protégée par un séparateur hydrocarbures.
- certaines pièces détachées sont entreposées dans un autre bâtiment de l'autre côté de la route qui n'est pas situé dans le périmètre ICPE autorisé.

Par ailleurs, la protection incendie du site est perfectible : absence d'extincteurs contrôlés, manivelle de manoeuvre des trappes de désenfumage inaccessible, voie passage pompiers encombrée par une caravane.

M. Haon a indiqué avoir eu des soucis de santé et ne pas avoir pu respecter l'arrêté de mise en demeure cité ci-dessus. M. Haon, conscient de la situation, a proposé à l'inspection des installations classées de procéder à la cessation d'activité de son site soumis à autorisation (activité de stockage de déchets dangereux de plus de 5 tonnes).

L'exploitant devra ainsi sous 6 mois (fin de l'année) :

- **Mettre à l'arrêt définitif** son installation ;
- **Mettre en sécurité** cette dernière en évitant tout risque de pollution de l'environnement ;
- consulter la mairie de St just Malmont sur **l'usage futur du site** et transmettre l'accord de celle-ci à l'administration ;
- **remettre en état le site.**

Chacune de ces étapes devra être matérialisée par des attestations délivrées par un organisme spécialisé en sites et sols pollués (Apave, Socotec, Bureau Véritas, etc...) après avoir évacué les

véhicules hors d'usage et déchets présents sur le site. Des attestations dites "Secur", "Mémoire" et au besoin "Travaux" devront ainsi être produites.

Afin d'encadrer les demandes faites à M. Haon, il est proposé à M. le préfet de la Haute-Loire un projet d'arrêté de mise en demeure figurant en annexe du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 6 mois